

CORÉE DU SUD.

Le gouvernement doit garantir que les étudiants arrêtés ne seront pas maltraités

Index AI : AISA 25/18/96

Diffusion immédiate

Suite à l'arrestation aujourd'hui (mardi 20 août) de plus de 3 000 étudiants sur le campus de l'Université Yonsei à Séoul, Amnesty International s'est déclarée préoccupée par les brutalités infligées par la police antiémeutes aux étudiants pendant ces interpellations.

« Les violences commises à l'Université Yonsei ne doivent pas servir de prétexte au gouvernement pour autoriser la police à frapper les manifestants. Les autorités sud-coréennes doivent garantir que les détenus ne subiront pas d'autres mauvais traitements et qu'ils auront la possibilité de contacter leur famille ou un avocat et de bénéficier de soins médicaux », a déclaré Amnesty International.

En Corée du Sud, les prisonniers sont couramment privés de sommeil, parfois battus lors des interrogatoires de police et ne peuvent pas rapidement entrer en contact avec leur famille ou un avocat. L'organisation de défense des droits de l'homme craint que les étudiants incarcérés ne soient soumis à ces formes de violations en raison des violents heurts qui ont éclaté le 14 août.

Des affrontements ont en effet opposé policiers et manifestants suite à l'interdiction par les autorités gouvernementales d'un festival étudiant à l'Université Yonsei en raison, semble-t-il, de sa nature pro-nord-coréenne. Le 14 août, les autorités ont envoyé des milliers de policiers antiémeutes pour réprimer les troubles. Les échauffourées ont fait des centaines de blessés parmi les policiers et les étudiants. La police a par la suite privé les étudiants de tout ravitaillement en vivres et en médicaments. Le 20 août, les forces de police antiémeutes ont donné l'assaut, portant à plus de 3 000 le nombre total des arrestations.

Amnesty International n'exécuse pas la conduite des étudiants qui ont eu recours à la violence, mais demande que tous les détenus bénéficient des garanties prévues par les normes internationales en vigueur et que les étudiants qui n'ont pas commis de violences soient relâchés.